

# BUDGET-FINANCES

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

Conseil régional  
Réunion des 23 et 24 octobre 2008

## Intervention de Daniel Gilles Orientations budgétaires

Monsieur le Président,  
Cher(e)s collègues,

Le document d'Orientations Budgétaires sur lequel nous avons la possibilité de débattre a été rédigé, notamment dans son préambule, au début des dernières semaines qui « ébranlèrent le monde », le monde de la finance, le monde du capitalisme.

Nous en avons parlé lors de l'intervention liminaire et je m'associe, M. le Président, à nombre de vos constats, et aux propos tenus au nom de notre sensibilité par Eric Berroche.

Aussi, et bien que le phrasé plus politique qu'à l'accoutumée du document d'Orientations Budgétaires faisait apparaître la réalité de la crise actuelle, et pointait quelques graves conséquences à attendre de la crise financière et de système pour notre pays et notre région, il ne va pas, sans doute ne le pouvait-il pas, jusqu'à tirer la conclusion que la seule et véritable issue salvatrice à ce formidable éclatement des contradictions et des dérives inouïes d'un système politico-financier basé sur l'exploitation du plus grand nombre et des ressources de la planète, sur la domination des peuples et de continents, et sur l'aliénation des consciences aggravée quotidiennement par des médias occidentaux aux ordres des puissances d'argent, que la seule issue qui vaille, est la remise en cause globale, le dépassement d'un système et une lutte victorieuse des peuples, j'allais dire des « damnés de la terre » sur les forces dominantes dans notre pays, l'Europe ou le monde.

Néanmoins, dans ce document, sont justement rappelés certains mécanismes et décisions très négatives et lourdes de difficultés à venir pour notre collectivité, sa gestion, son budget, et en conséquence pour les bretonnes et les bretons.

Du côté des recettes, la diminution des dotations de l'Etat qui peut encore s'accroître si on s'y résigne, les transferts-délestages sans compensations, le corsetage du dynamisme encore existant de la fiscalité locale, (notamment dans notre région qui garde un potentiel de progression, d'autant qu'elle est partie de bas, et que ce potentiel fiscal y est moins mobilisé que la moyenne), la raréfaction ou l'enchérissement prévisible du crédit, les lourdes craintes sur la croissance, et toutes les dernières annonces de décisions du Président de la République, il y en tous les jours, risque bien de renforcer encore fortement l'insuffisance des ressources pour répondre aux besoins et aux attentes de notre population.

Et comme l'a dit P.Massiot la loi de finance 2009 risque de nous réserver de nouvelles et mauvaises surprises.

Le budget des régions de l'ordre de 20 milliards d'euros et celui de la Région Bretagne d'1 milliard d'euros ne sont déjà absolument pas à la hauteur des nécessités. Nous ne nous laissons pas de dire qu'il faut vraiment une réforme de la fiscalité favorable aux collectivités.

P.Massiot a pointé quelques pistes, quelques propositions, je voudrais rappeler une de nos propositions en la matière celle de taxer les actifs financiers des entreprises pouvant alimenter un fonds national destiné à être justement redistribué.cela doit être soumis au débat nécessaire.

Bien sûr et, dans ce cadre actuel difficile, le document d'introduction, comme le plaidoyer toujours de qualité et didactique du rapporteur général, comme les grandes orientations des dépenses présentées par missions, ou les documents comparatifs avec les autres régions, traduisent à la fois des choix de raison et de rigueur budgétaire (investissements hors BGV limité à 330 millions d'euros et évolution des dépenses de fonctionnement limitée à 3 à 4% l'an, associés à un travail de désendettement lors des derniers exercices), choix qui nous évitera d'aller dans le mur.

Ces documents traduisent aussi la constance pour laquelle nous sommes très heureux d'apporter une pierre à l'image de notre granit breton, de la majorité de gauche à faire de notre collectivité avec les bretonnes et les bretons un lieu de résistance aux mauvaises orientations et politiques libérales qui sévissent en France avec la droite et Sarkozy, en Europe avec les Merkel, Brown, Berlusconi, Barosso et consorts.

Ceux-ci reçoivent le renfort des forces les plus réactionnaires des pays de l'est européen, cf. la Pologne, ou d'ailleurs, et dans le monde au moment pourtant, formidable d'espoir, où l'on voit se profiler, peut être, la fin de l'empire américain et des lobbies abominables qui font du monde une jungle terriblement dangereuse pour l'avenir de l'humanité, et en tout cas où le lamentable président, pendant 8 ans de cette fameuse démocratie avancée, élu bien que minoritaire grâce à un mode de scrutin inique et ses épisodes de Floride, un bipartisme régulé par CNN et les dollars, va bientôt et enfin retourner dans son ranch et à son inculture.

J'espère pour ma part que notre région soit plus que jamais une région du monde qui avec notre pays et la vieille Europe comme on dit parfois, s'éloigne clairement de tous ces mécanismes régressifs et travaille des alternatives humanistes, riches de valeurs de modernité de coopérations contribuant ainsi à les faire prévaloir dans un monde très globalisé avec l'ensemble des forces de progrès mondiales. Je crois qu'il y a du temps de cerveau disponible pour imaginer, inventer, mettre en place ces alternatives.

Des choix réitérés lors de plusieurs séquences électorales, récentes où les forces de droite et du centre, faux nez de la droite, apparaissent bien dans notre région pour ce qu'elles sont.

Les prises de consciences actuelles dans toutes les catégories sociales et générations, me renforcent dans cette conviction.

La région est aussi un lieu de mise en place de politiques de protection pour le plus grand nombre, pour tous ceux qui souffrent, ils sont de plus en plus nombreux avec le chômage et la précarité qui gagnent, le pouvoir d'achat qui baisse, un lieu où l'on mène avec ténacité des actions, où l'on aide les collectivités à bâtir des équipements et des infrastructures utiles, utiles pour les bretonnes et les bretons.

De ce point de vue, je ne peux que souscrire pleinement à la volonté politique claire sur le projet BGV, grand travaux emblématique et opportun.

C'est clairement la volonté de la région qui est le catalyseur décisif d'un accord de financement signé cet été dont on peut évidemment souligner la quasi absence de l'Europe ultralibérale de Barosso et de la concurrence libre et non faussée.

La structuration ferroviaire pour favoriser les déplacements durables des européens n'est visiblement pas une ambition de cette Europe des marchands ; la priorité c'est la circulation des capitaux y compris les plus spéculatifs et la compétitivité des territoires! Du traité Giscard au mini-traité Sarkozy, nous n'avons pas évolué pourtant grande est la soif d'une autre Europe, un certain vent d'ouest peut contribuer à la refonder, j'en profite comme le dit une belle chanson pour saluer le peuple irlandais.

Nous pouvons regretter aussi la participation faiblarde d'un Etat qui se dit sans le sou, mais dont le gouvernement de droite bien à droite vient, après avoir voté avec sa majorité qui sert d'abord les amis, des gens de biens... dès le premier mois de son entrée aux affaires, 15 milliards

d'euros pour le bouclier fiscal des nantis, et vient avant-hier après avoir fait en annonces valser les milliards de décider d'en refile 10 « cash » aux banques sans aucune contrepartie quant à une prise de participation dans leurs CA, et sans aucune garantie que cet argent ne serve vraiment à du prêt utile.

Ces dix milliards auraient été bien plus utiles pour améliorer les dotations aux régions ! Certes, Fillon a, semble t'il, parlé pour noyer le poisson de l'asphyxie financière orchestrée des collectivités de 5 Milliards d'euros de prêts à celles ci, on ne sait pas selon quelles modalités. Tandis que N.Sarkozy vient de porter un nouveau coup à la Taxe professionnelle en enlevant de l'assiette les investissements, sans que l'on connaisse les mécanismes de compensation, qui risquent de plus à être imaginées dans le cadre de « l'enveloppe normée...

Pour revenir à BGV, l'accord donne à RFF, que l'Etat n'a toujours pas des endetté, le double rôle de répercuter son engagement de plus que le milliard sur les péages donc sur les usagers via la SNCF, et par ailleurs d'être maître d'ouvrage probablement dans le cadre d'un PPP dont on ne sait à ce jour pas grand chose, le comité des financeurs.

Devra suivre l'affaire mais c'est surtout sur nous même, comme toujours, que nous devons compter;

Nous devrions aussi assurer dans le même timing, le renforcement des TER, de l'intermodalité, aller de l'avant dans le portuaire (après un Etat qui avait beaucoup laissé filer et se dégrader), dans l'aéroportuaire, des chantiers et des enjeux financiers importants, qui nécessiteront pour les mener à bien des ruptures avec les carcans actuels.

Dans le domaine de l'économie et donc de l'emploi, je souhaite que les dizaines de millions engagés chaque année dans les aides aux entreprises aux pôles de compétitivité dominés par l'Etat et les grands groupes capitalistes soient toujours mieux contrôlés en matière de réelle efficacité pour développer de véritables emplois de qualité, sécuriser les parcours professionnels, proposer un avenir à la jeunesse.

Je veux dire ma colère, devant les risques de récession et de mise en difficulté de l'économie réelle et des entrepreneurs du fait des ornières dans lesquelles nous ont emmenés les responsables de la finance, des banques avec l'aval et le soutien des dirigeants politiques.

Doit on rappeler que Sarkozy dans sa campagne électorale en appelait à développer les crédits type subprime en France, il est maintenant terriblement crédible lorsqu'il fait mine de vouloir moraliser le système, de dénoncer les excès des patrons qui se servent.

L'hypocrisie du Medef sur les parachutes dorés et la voracité des actionnaires est à son comble, ou lorsque ce narcissisme impénitent se pose en grand penseur financier et sauveur du monde.

Je souhaite plus modestement que l'on puisse poursuivre les efforts engagés dans le PPI qui s'achève pour les lycées et l'ensemble des efforts concernant la formation professionnelle et continue, en souhaitant que celle-ci ne soit plus considérée comme une marchandise comme une autre et soumise toujours à des concurrences destructrices.(cf. AFPA...)

Que l'on poursuive aussi l'aide aux jeunes pour leurs livres, ou maintenant pour leurs pratiques sportives même si la droite quant elle entend le mot aide aux jeunes et au sport commence par sortir son revolver, (je souhaite qu'elle continue de le rengainer)

Ces efforts sont évidemment à être regardés à coté des terribles désengagements de l'Etat dans l'éducation, et les services publics en général.

Je souhaite encore, que l'on poursuive la politique de contractualisation avec nos territoires sur leurs projets, et qu'on concoure ainsi à l'équipement de la Bretagne, à des réalisations publiques qui contribuent à la modernisation de la Bretagne et au bien être de ses habitants des villes, des communes rurales ou rurbaines et des communautés qu'elles ont constituées, nous attaquons maintenant une revoyure, comme on dit, qui ne manquera pas d'être impactée par le contexte et les soucis des collectivités.

Que l'on poursuive encore des politiques de qualité en matière de culture, d'environnement, de solidarités...que l'on se batte collectivement pour un Etablissement Public Foncier....

Bref que l'on poursuive, n'en déplaise aux forces de droite qui nous font sans cesse le mauvais procès de vouloir bien faire en mobilisant des moyens pour les gens, la mise en œuvre de notre programme, de notre liste Bretagne à gauche, Bretagne pour tous.

Pour cela, oui, nous devons nous battre beaucoup pour en avoir les moyens et ne pas mettre en péril les équilibres financiers nécessaires.

Nous devons nous battre avec détermination face à l'entreprise d'asphyxie financière des collectivités, comme leur mise en cause sournoise avec d'ailleurs celle des élus locaux dont on nous susurre qu'il y aurait trop de collectivités, d'administrations proche des citoyens, de dettes contractées, pour essayer de préparer sous prétexte comme toujours, de réforme allant dans le sens de l'histoire et d'une modernisation nécessaire largement teintée de pensées très partisans.

Des rapports et des regards et déclarations se multiplient quant à l'architecture des collectivités françaises, plus que jamais l'ensemble des associations d'élus vont avoir à se mobiliser pour refuser la mise à mort de l'autonomie fiscale déjà bien malmenée, les principes de libre administration par des élus des territoires et de la république responsable devant les citoyens, même si sûrement il faut poursuivre les débats sur les compétences, les partages, les subsidiarités.

Plus que jamais, nous devons défendre notre parti pris de l'action publique que les forces libérales veulent plus abaisser.

Pour terminer, mon propos, je voudrais enfin noter que la troisième partie du document qui nous est soumis, dite étude comparative des budgets des régions, mérite le détour.

J'y ai notamment retrouvé parmi d'autres ratios, quelques éléments de fond. Si nous sommes une région plutôt dans la moyenne par la taille et la population, et que nos recettes restent parmi les plus faibles relativement du fait d'un potentiel fiscal étonnamment bas et de sa faible mobilisation, de ce fait je continue à penser qu'il faut et faudra utiliser toutes les marges de manœuvre possibles, ces graphiques démontrent bien que nous en avons. Ce sont quelques éléments d'un livre plutôt blanc pour notre région.

On peut encore noter que l'effort de péréquation de l'Etat est inexistant, cela va de pair avec les abandons successifs concernant des options d'aménagement des territoires au profit de celle toujours plus libérale de compétitivité, il y aurait des livres noirs à faire.

Enfin, nous restons parmi les moins administrés alors que notre opposition qui nous avait fait prendre beaucoup de retard par le passé quand leurs prédécesseurs régnaient sans partage, pousse des cris d'orfraie dès que l'on crée un poste pour mener à bien nos missions et nos projets, que nous restons relativement modestes dans nos dépenses d'interventions, et que nous progressons en matière d'investissement utiles. Ce qui est plus que jamais nécessaire.

Voilà Monsieur le Président, chers collègues quelques remarques générales que m'inspirait ce document dans le contexte actuel.